

# COOPÉRER

Répondre aux défis  
de la gouvernance économique et financière



**adetef.**  
experts publics  
à l'international

Regards croisés des administrations économiques et financières

22 mars 2011  
Paris

Centre Pierre Mendès-France

P R O G R A M M E

# COOPÉRER

Répondre  
aux défis  
de la  
gouvernance  
économique  
et financière

*Cooperation  
for better  
economic  
and financial  
governance*

*Colloque sous le parrainage  
de Mme Lagarde, Ministre de l'Economie,  
des Finances et de l'Industrie,  
et de M. Baroin, Ministre du Budget,  
des Comptes publics, de la Fonction publique  
et de la Réforme de l'Etat*



Mme Agnès ARCIER

*Présidente d'Adetef  
France*

Après le colloque du 10 mars 2010 « Coopérer en Méditerranée », Adetef propose un deuxième colloque pour 2011 sous le parrainage des Ministres Mme Lagarde et M. Baroin.

Conçus comme des Regards croisés entre administrations économiques et financières des pays partenaires, les échanges prévus lors de ces colloques mettent en valeur le rôle de l'assistance technique internationale en matière économique et financière et font connaître les actions régionales, bilatérales et multilatérales.

Avec le thème choisi en 2011, « Coopérer pour répondre aux défis de la gouvernance économique et financière », les ministères économique et financier mettent l'accent sur les problématiques développées lors du G20 sous Présidence française.

Nous espérons que ces moments de dialogue multi-acteurs vous seront fructueux et utiles.

Adetef, l'agence d'assistance technique institutionnelle française, reste à votre disposition au-delà de cette journée.



9h

## OUVERTURE

Mme Christine LAGARDE

Ministre de l'Économie,  
des Finances et de l'Industrie, France

## MOT DE BIENVENUE

Mme Agnès ARCIER

Présidente d'Adetef, France

9h 20

## SESSION INTRODUCTIVE

- Comment la coopération technique contribue-t-elle à appuyer les pays partenaires dans la poursuite des objectifs du millénaire pour le développement ?
- Comment la coopération technique institutionnelle peut-elle contribuer à améliorer la gouvernance des pays partenaires ?

### MODERATION

M. Denis BAUCHARD, ancien Ambassadeur,  
conseiller à l'IFRI, France

### INTERVENANTS

M. Carlos BRAGA,  
Représentant spécial pour l'Europe,  
Banque Mondiale

M. Benoît CŒURE,  
Directeur général adjoint du Trésor, France

M. Nkosana MOYO,  
Vice-Président et Directeur des Opérations  
de la Banque Africaine de Développement

La gouvernance institutionnelle dans les domaines de l'économie et des finances est plus que jamais au cœur de l'agenda des relations internationales. Les thèmes traités au sein du G20 depuis plus de deux ans en attestent.

La crise financière et ses conséquences dans l'économie réelle, incluant ses effets sociaux, sont différenciées selon les pays. Les trajectoires de sortie de crise ont elles-mêmes des caractéristiques régionales ou nationales hétérogènes.

Mais dans un monde économiquement globalisé, réaliser les conditions d'un développement pérenne et inclusif implique, en particulier, de traiter les questions de la gouvernance institutionnelle. En effet, les décisions des uns et la qualité de leur mise en œuvre participent au contexte dans lequel se trouvent les autres.

Ainsi, plus que jamais, la coopération institutionnelle internationale peut être un outil crucial pour améliorer la gouvernance économique et financière au service d'une meilleure cohésion sociale et d'un développement économique pérenne.

Cette deuxième édition des « Regards croisés des administrations économiques et financières » est donc consacrée aux enjeux présents de gouvernance institutionnelle. En particulier, nos débats doivent nous permettre de mieux situer la place de la coopération technique et des échanges entre pays bénéficiaires lorsqu'ils décident de politiques publiques et qu'ils les mettent en œuvre.

9.00

## OPENING ADDRESS

**Ms. Christine LAGARDE**

*Minister for the Economy, Finance  
and Industry, France*

## WELCOME

**Ms. Agnès ARCIER**

*Chairwoman of ADETEF, France*

9.20

## INTRODUCTORY SESSION

- How does technical cooperation contribute to supporting partner countries in achieving the Millennium Development Goals?
- How can institutional technical assistance contribute to improving the governance of partner countries?

Institutional governance in the economic and financial fields is more than ever at the core of the international relations agenda, as it is reflected by the issues tackled by the G20 for the past two years.

The financial crisis and its consequences in the real economy, including its social effects, vary according to the country in question. The paths envisaged for recovery are themselves characterised by regional or national differences.

But in an economically globalised world, achieving the conditions for long-term and inclusive development involve, in particular, dealing with institutional governance issues. Indeed, the decisions made by some and the manner in which these are implemented impact the context in which others find themselves.

Therefore, more than ever, international institutional cooperation can be a crucial tool for improving economic and financial governance in promoting improved social cohesion and long-term economic development.

This second edition of the "Shared perspectives of the economic and financial ministries" is therefore devoted to the present challenges of institutional governance. In particular, our discussions must enable us to identify more precisely the role of technical cooperation and of exchanges between beneficiary countries when they decide on public policies and implement them.

### MODERATION

Mr Denis BAUCHARD, Former Ambassador,  
Special Adviser at IFRI, France

### CONTRIBUTORS

Mr Carlos BRAGA,  
Special Representative for Europe, World Bank

Mr Benoît CŒURE,  
Deputy Director General of Treasury, France

Mr Nkosana MOYO,  
Vice-President and Chief Operating Officer  
of the African Development Bank



10h 45

## TR1- GOUVERNANCE ET EFFICACITÉ PUBLIQUE

Les conditions d'un développement économique pérenne impliquent que les autorités publiques prennent des décisions sur le fondement d'informations fiables, en s'appuyant sur une administration compétente qui leur permette d'atteindre les objectifs poursuivis.

### MODERATION

Mme Danièle LAJOURD,  
Inspecteur général des Finances, France

### INTERVENANTS

M. Amadou BA,  
Directeur général des Impôts et des Domaines,  
ministère de l'Economie et des Finances, Sénégal

Mme Lamia MOUBAYED BISSAT,  
Directrice de l'Institut des Finances -  
Institut Basil Fuleihan, Liban

Mme Yolande NYONDA,  
Secrétaire générale, ministère du Budget,  
des Comptes publics et de la fonction publique  
chargé de la réforme de l'Etat, Gabon

M. Mark ORKIN,  
Professeur, ex-directeur général de l'Institut  
de développement du Management et de l'Institut  
de la Statistique, Afrique du Sud

### Qualité des systèmes publics d'information en amont des décisions

Les capacités d'analyse sur lesquelles se fondent les décisions de politiques publiques sont un enjeu majeur pour le développement pérenne. La compréhension des mécanismes économiques, en liaison avec les objectifs de cohésion sociale, gagne à être sous-tendue par des **systèmes publics d'information statistique de qualité**. Ils s'inscrivent dans l'ensemble des informations à prendre en compte pour analyser les enjeux. Disposer à temps des **retours de l'expérience** permet aussi de décider des adaptations nécessaires à l'atteinte des objectifs.

Quel apport attendre de l'expertise publique internationale pour faire progresser les savoir-faire nécessaires à la décision et à la mise en œuvre de politiques publiques essentielles ?

### Modernisation des compétences de l'administration publique

L'organisation de l'administration publique évolue pour correspondre aux missions qui lui sont assignées. L'adaptation des **compétences de ses agents** constitue un défi majeur **pour que les politiques publiques atteignent les objectifs fixés**.

La coopération internationale permet l'appropriation d'expériences réalisées dans d'autres pays. Comment conduire l'adaptation des savoirs aux spécificités des conditions nationales ?

### Transparence de l'action publique

Les **réformes budgétaires et comptables** qui visent notamment à une modernisation du contrôle de la dépense, mettent en place en général une transparence des procédures d'élaboration et d'exécution du budget et une reddition publique des comptes. L'**information et l'association du parlement et des citoyens** peuvent faire partie de **politiques inclusives et ouvertes**.

Comment la coopération internationale apporte-t-elle un soutien technique aux pays qui vont dans ces directions ? Peut-elle contribuer à inscrire ces objectifs dans la durée ?

12h 30 Déjeuner

10.45

## RT1 - GOVERNANCE AND PUBLIC EFFICIENCY

The conditions for long-lasting economic development imply that public authorities make their decisions based on reliable information, backed by a competent public administration, which enable them to achieve their objectives.

### MODERATION

Ms. Danièle LAJOURMARD,  
Inspecteur général des Finances, France

### CONTRIBUTORS

Mr Amadou BA,  
Director General of Taxes and Domain,  
Ministry of Economy and Finance, Senegal

Ms Lamia MOUBAYED BISSAT,  
Director of the Institute of Finance -  
Basil Fuseilhan Institute, Lebanon

Ms. Yolande NYONDA,  
Secretary General, Ministry of the Budget,  
Public Accounts and the Civil Service responsible  
for the reform of State, Gabon

Mr Mark ORKIN,  
Professor, previously Director General of the South  
African Management Development Institute  
and of Statistics, South Africa

### The quality of the public information systems upstream of decision-making

The ability to analyse the information on which decisions of public policy are based is a major challenge for long-lasting development. The understanding of economic mechanisms, in tandem with objectives of social cohesion, is improved by support from high-quality public statistical information systems. They are part of all the information to be taken into account when analysing the issues. Receiving feedback in sufficient time is also a way of deciding what changes are necessary for achieving objectives.

What contribution can be expected from international public expertise in developing the required know-how for decision-making and for the implementation of essential public policies?

### Modernising the capacities of public administration

Public administration is changing to match the missions it has to conduct. Adapting the skills of civil servants is a major challenge for public policies in order to have achieved their objectives.

International cooperation enables transfer and appropriation of other countries experience. How should the skills and know-how be adapted to national conditions?

### Accountability of public action

The budgetary and accounting reforms aimed in particular at modernising the control of expenditure, usually introduce transparency in the procedures for drawing up and executing the budget and public reporting on the accounts. Information and the association of the Parliament and citizens may be included in inclusive and open policies.

How does international cooperation provide technical support to those countries working in this direction? Can it contribute to establishing these objectives in the long term?

12.30 Lunch



14h

## INTERVENTION

de M. Pierre LELLOUCHE,

*Secrétaire d'Etat chargé du Commerce  
extérieur auprès de la Ministre  
de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.*

14h 30

## TR2- GOUVERNANCE ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE DURABLE

Tandis que les échanges économiques et financiers s'amplifient en lien avec les dynamiques de croissance, les besoins d'interopérabilité des marchés et de régulations économiques et financières s'accroissent.

Les projets de coopération technique sur ces questions prennent une actualité forte et constituent un véritable soutien aux politiques porteuses de croissance.

### MODERATION

M. Alan BRYDEN, Ingénieur général des Mines, France

### INTERVENANTS

Mme Mounia BOUCETTA, Secrétaire générale, ministère du Commerce, de l'Industrie et des nouvelles technologies, Maroc

M. Borisav KNEZEVIC, Conseiller, direction des Marchés publics, ministère des Finances, Serbie

M. Aymen MEKKI, Directeur général de l'INNORPI (Institut de la normalisation et de la propriété intellectuelle), Tunisie

M. WANG Dong Hong, Directeur général du centre pour l'éducation et la formation, administration générale des Douanes, Chine

## SIGNATURE

d'un accord de partenariat  
entre Adetef et Ubifrance.

M. Christophe LECOURTIER,

*Directeur général d'Ubifrance*

Mme Agnès ARCIER,

*Présidente d'Adetef France*

## Une infrastructure qualité

Le développement d'une infrastructure qualité et le respect des normes, appuyés par des politiques de métrologie et d'accréditation, sont un enjeu central pour une bonne insertion dans l'économie internationale.

Le développement d'espaces économiques cherchant à se développer de façon intégrée implique aussi que des convergences s'opèrent. L'espace méditerranéen est un exemple de cet enjeu, auquel la coopération administrative peut apporter des éléments de réponse.

## Un droit économique garant d'équilibres

L'économie a besoin d'une stabilité juridique soutenant la croissance. Plusieurs domaines sont cruciaux à cet égard : la sécurisation des échanges, le droit de la concurrence, la protection du consommateur, une pratique nationale rigoureuse en marchés publics.

14.00

## PRESENTATION

by Mr Pierre LELLOUCHE,

*State Secretary for Foreign Trade,  
attached to the Minister for the Economy, Finance  
and Industry, France*

14.30

## RT2- GOVERNANCE AND SUSTAINABLE ECONOMIC GROWTH

While trade and financial exchanges are growing along with growth dynamics, the needs for interoperability of the markets and economic and financial regulations are increasing.

Technical cooperation projects on these issues are highly topical and constitute a real support to the policies that generate growth.

## SIGNATURE

of a partnership agreement between  
ADETEF and Ubifrance

Mr Christophe LECOURTIER,

*Director General of UBIFRANCE*

Ms. Agnès ARCIER,

*Chairwoman of ADETEF*

## MODERATION

Mr Alan BRYDEN, Ingénieur général des Mines, France

## CONTRIBUTORS

Ms. Mounia BOUCETTA, Secretary General,  
Ministry of Trade, Industry and New Technologies,  
Morocco

Mr Borisac KNEZEVIC, Senior advisor, Public  
Procurement Office, Ministry of Finance, Serbia

Mr Aymen MEKKI, Director General of INNORPI  
(Institute of standardisation and intellectual property),  
Tunisia

Mr WANG Dong Hong, Director General of Education  
and Training Center, General Directorate of Customs,  
China

## High-quality infrastructure

The development of high-quality infrastructure and the respect of standards, backed by metrology and certification policies, are key challenges for proper integration into the international economy.

The development of economic areas that seek to develop in an integrated way also implies that convergences are brought about. The Mediterranean area is an example of this challenge to which administrative cooperation can provide some elements of a response.

## Balance-driven economic regulations

The economy needs a juridical stability that supports growth. Several fields are crucial to that matter: security of trade, competition law, consumer protection, a strict national practice in public procurement.



16h 15

## TR3 – GOUVERNANCE ET COHÉSION SOCIALE

Le concept de cohésion sociale est aujourd'hui au cœur des débats sur les stratégies de lutte contre la pauvreté, de réduction des inégalités et de développement économique et social inclusif. Le dialogue et les échanges sur les politiques publiques et les outils qui participent à la gouvernance économique et financière tiennent, dans ce contexte, un rôle central. Aussi, un nombre croissant de programmes de coopération s'y réfèrent, que ce soit de manière expresse comme certains programmes en direction de l'Amérique latine sur la contribution des finances publiques à la cohésion sociale, ou plus indirectement.

Pour atteindre les objectifs de cohésion sociale, les politiques publiques adoptent des mesures ciblées sur les besoins des personnes et des mesures destinées à réduire les inégalités entre territoires.

La gestion budgétaire elle-même évolue avec des procédures assurant davantage de transparence pour le citoyen.

### MODERATION

M. Yvon OLLIVIER,  
Préfet honoraire, ancien Inspecteur général  
des Finances, France

### INTERVENANTS

M. Carlos M. CARRASCO,  
Directeur SRI, Équateur

Mme Christine ROTH,  
Secrétaire exécutive adjointe, UNCDF

### Finances publiques et politiques de redistribution

L'articulation entre recettes et dépenses publiques passe par un pacte social et fiscal que légitiment des services de qualité inscrits dans le respect des droits fondamentaux tels que l'accès de tous à l'éducation et la santé, ou encore le bénéfice de prestations sociales générales ou ciblées. Mais, comme discuté au travers du programme EUROsocial, ce lien entre recettes et dépenses fait débat au sein des sociétés en Amérique latine. Avec les échanges que permet la coopération, les pays de cette zone bénéficient de l'expérience européenne et ont l'occasion de confronter leurs diverses expériences propres.

### Développement territorial : approches nationales, régionales et locales

Les inégalités territoriales sont un défi pour les politiques publiques. Elles utilisent des outils de cohésion ciblés sur les territoires. La gouvernance institutionnelle, économique et financière, doit être articulée entre le niveau central et local, une performance conjuguée aux différents niveaux des politiques publiques étant nécessaire.

Pour ces sujets, la coopération internationale mobilise des acteurs des différents niveaux de gouvernement. Le travail de l'UNCDF dans les pays les moins avancés a accompagné de nombreux pays dans ce domaine.

17h 45

## SYNTHÈSE ET CLÔTURE

M. Jan Robert SUESSER, *Directeur d'Adetef, France*

16.15

## RT3 - GOVERNANCE AND SOCIAL COHESION

The concept of social cohesion is currently central to the debates over the strategies to fight poverty, to reduce inequalities and to promote inclusive economic and social development. Dialogue and discussions over public policies and tools contributing to economic and financial governance occupy a central role in this context. Thus a growing number of cooperation programmes refer to them, either expressly, such as certain programmes directed at Latin America on the contribution of public finances to social cohesion, or in a less direct way.

To achieve their objectives of social cohesion, public policies adopt targeted measures on people's needs and measures intended to reduce inequalities between regions. Budgetary management itself is changing with procedures providing more transparency for citizens.

### MODERATION

Mr Yvon OLLIVIER,  
Préfet honoraire, former Inspecteur général  
des Finances, France

### CONTRIBUTORS

Mr Carlos M. CARRASCO,  
SRI Director, Ecuador

Ms. Christine ROTH,  
Deputy Executive Secretary, UNCDF

### Public finances and policies of redistribution

The relation between public receipts and expenditures is contingent on a social and fiscal pact that has to be legitimated by high quality services that are part of basic rights such as access to education and healthcare by all, or general or targeted welfare provisions. But, as discussed in the EUROsociAL programme, this link between revenues and expenditures is a point of issue within Latin American societies. With the exchanges in a cooperation framework, the countries of this area benefit from European experience and have the opportunity of comparing their own diverse experiences.

### Territorial development: local, national and regional approaches

Regional inequalities are a challenge for public policies. They use cohesion tools targeted towards the regions. Institutional, economic and financial governance must be coordinated at the central and local levels, since a combined performance at the different levels of public policies is required.

For these subjects, international cooperation engages players from various levels of government. Work by the UNCDF has assisted many of the least developed countries in this field.

17.30

## SYNTHESIS AND CONCLUSION

Mr. Jan Robert SUESSER, *Director of ADETEF, France*



# INTERVENANTS

Mme Agnès ARCIER, Présidente d'Adetef, France

M. Amadou BA, Directeur général des Impôts et des Domaines, ministère de l'Economie et des Finances, Sénégal

M. Denis BAUCHARD, ancien Ambassadeur, conseiller à l'IFRI, France

Mme Mounia BOUCETTA, Secrétaire générale, ministère du Commerce, de l'industrie et des nouvelles technologies, Maroc

M. Carlos BRAGA, Représentant spécial pour l'Europe, Banque Mondiale

Mr Alan BRYDEN, Ingénieur général des Mines, France

M. Carlos M. CARRASCO, Directeur SRI, Équateur

M. Benoît COEURE, Directeur général adjoint du Trésor, France

M. Borisav KNEZEVIC, Conseiller, direction des Marchés publics, ministère des Finances, Serbie

Mme Danièle LAJOURMARD, Inspecteur général des Finances, France

M. Aymen MEKKI, Directeur général de l'INNORPI (Institut de la normalisation et de la propriété intellectuelle), Tunisie

Mme Lamia MOUBAYEB BISSAT, Directrice de l'Institut des Finances - Institut Basil Fuleihan, Liban

M. Nkosana MOYO, Vice-Président et Directeur des Opérations, Banque Africaine de Développement

Mme Yolande NYONDA, Secrétaire générale, ministère du Budget, des Comptes publics et de la fonction publique chargé de la réforme de l'Etat, Gabon

Mr Yvon OLLIVIER, Préfet honoraire, ancien Inspecteur général de Finances, France

M. Mark ORKIN, Professeur, ex-directeur général de l'Institut de développement du Management et de l'Institut de la Statistique, Afrique du Sud

Mme Christine ROTH, Secrétaire exécutive adjointe, UNCDF

M. Jan Robert SUESSER, Directeur d'Adetef, France

M. WANG Donghong, Directeur Général de l'éducation et de la formation, administration générale des douanes, Chine

# CONTRIBUTORS

Ms Agnès ARCIER, Chairwoman of ADETEF, France

Mr Amadou BA, Director General of Taxes and Domain,  
Ministry of Economy and Finance, Senegal

Mr Denis BAUCHARD, Former Ambassador, Special Adviser  
at IFRI, France

Ms Mounia BOUCETTA, Secretary General, Ministry  
of Trade, Industry and New Technologies, Morocco

Mr Carlos BRAGA, Special Representative for Europe,  
World Bank

Mr Alan BRYDEN, Ingénieur général des Mines, France

Mr Carlos M. CARRASCO, SRI Director, Ecuador

Mr Benoît COEURE, Deputy Director General of Treasury,  
France

Mr Borisav KNEZEVIC, Senior advisor, Public Procurement  
Office, Ministry of Finance, Serbia

Ms Danièle LAJOURMARD, Inspecteur général des Finances,  
France

Mr Aymen MEKKI, Director General of INNORPI (Institute of  
standardisation and intellectual property), Tunisia

Ms Lamia MOUBAYEB BISSAT, Head of the Institute of Finance  
- Basil Fuleihan Institute, Lebanon

Mr Nkosana MOYO, Vice-President and Chief Operating  
Officer, African Development Bank

Ms Yolande NYONDA, Secretary General, Ministry of the  
Budget, Public Accounts and the Civil Service responsible  
for the reform of State, Gabon

Mr Yvon OLLIVIER, Préfet honoraire, former Inspecteur  
général de Finances, France

Professor Mark ORKIN, previously Director General  
of the South African Management Development Institute  
and of Statistics, South Africa

Ms Christine ROTH, Deputy Executive Secretary, UNCDF

Mr Jan Robert SUESSER, Director of ADETEF, France

Mr WANG Dong Hong, Director General of Education and  
Training Center, General Directorate of Customs, China



# INVITES

M. Maurice ADJAH, Coordonnateur, unité de Gestion de la Réforme des Finances publiques, Ministère de l'Economie et des Finances, Bénin

Mme Christel ALVERGNE, Conseillère technique régionale, UNCDF

M. James Ntim AMPONSAH, Directeur général adjoint du Trésor et de la Comptabilité publique, Ministère des Finances et de la Planification économique, Ghana

Mme Manal ASSIR, Conseillère administration fiscale, METAC - FMI

Mme Lily BEGIASHVILI, Chef adjointe du Service du Revenu, Ministère des Finances, Géorgie

M. Noureddine BENSOUDA, Trésorier général, Trésorerie générale du royaume, Maroc

Mme Khadija BOULHANE, Chef de la Division des Ressources Humaines, Ministère de l'Economie et des Finances, Maroc

M. Mohamed CHAFIKI, Directeur des études et des prévisions financières, Ministère de l'Economie et des Finances, Maroc

M. Hamid CHAIBI, Directeur des Affaires administratives et générales, Ministère de l'Economie et des Finances, Maroc

M. Saade CHAMI, Coordonnateur du centre METAC – FMI

M. Mounaim CHAOUI, Chef du Service du Contrôle de Gestion, Division de l'Organisation et du Contrôle de Gestion, Ministère de l'Economie et des Finances, Maroc

M. Dionké DIARRA, Directeur général des Impôts, Ministère de l'Economie et des Finances, Mali

M. Pablo FERRERI, Directeur général des Revenus, Direction générale des Impôts, Ministère de l'Economie et des Finances, Uruguay

M. Moumounou GNANKAMBARY, Directeur général du Trésor et de la Comptabilité publique, Ministère de l'Economie et des Finances, Burkina Faso

M. Mihai GOGANCEA-VATASOIU, Vice-président, Agence Nationale d'Administration fiscale, Roumanie

M. Adil HIDANE, Chef du service de la Programmation et du Plan, Division Synthèses Macro Economiques, Ministère de l'Economie et des Finances, Maroc

M. Fouzi LEKJAA, Directeur du Budget, Ministère de l'Economie et des Finances, Maroc

M. Henri LOUNDOU, Directeur général de la Comptabilité publique, Ministère des Finances, du Budget et du Portefeuille public, Congo

Mme Jovana MATIC, Responsable du groupe pour l'Intégration européenne, Ministère de la Culture, des Médias et de la société de l'information, Serbie

Mme Jaroslava MUSILOVA, Directeur de la Communication et des Relations internationales, Direction générale des Finances, Ministère des Finances, République tchèque

M. Abderrahmane RAOUYA, Directeur général des Impôts, Ministère des Finances, Algérie

M. Hamadou SAMBO, Directeur général du Trésor et de la Coopération financière et monétaire, Ministère des Finances, Cameroun

M. Filiga Michel SAWADOGO, Directeur général des Impôts, Ministère de l'Economie et des Finances, Burkina Faso

M. Abdelkrim SETTI, Chef de la Division Synthèse et de la Coordination, Ministère de l'Economie et des Finances, Maroc

Mme Mariama SOUMANOU, Directrice générale des Impôts et des Domaines, Ministère de l'Economie et des Finances, Bénin

M. Gazmir SPAHIJA, Directeur général des Impôts, Ministère des Finances, Albanie

M. Abdou TAHIROU, Directeur des Finances publiques et de la Fiscalité intérieure, Commission de l'UEMOA

M. Khalifa TOUNEKTI, Directeur général de la Concurrence et des Enquêtes économiques, Ministère du Commerce et de l'artisanat, Tunisie

M. Abdellatif ZAGHNOUN, Directeur général des impôts, Ministère de l'Economie et des Finances, Maroc

Mr Vitalii ZAKHARCHENKO, Chef de l'Administration fiscale nationale, Ukraine

Mr Maurice ADJAH, Coordinator, Management Reform Unit,  
Ministry of Economy and Finance, Benin

Ms. Christel ALVERGNE, Regional Technical Advisor, UNCDF

Mr James Ntim AMPONSAH, Deputy Controller and  
Accountant General, Ministry of Finance and Economic  
planning, Ghana

Ms. Manal ASSIR, Revenue Administration Advisor,  
METAC – IMF

Ms. Lily BEGIASHVILI, Deputy Head of the Revenue Service,  
Ministry of Finance, Georgia

Mr Noureddine BENSOU, General Treasurer, General  
Treasury of the Kingdom, Morocco

Ms. Khadija BOULHANE, Head of Human Resources Division,  
Ministry of Economy and Finance, Morocco

Mr Mohamed CHAFIKI, Director of Economic Studies and  
Financial Forecast, Ministry of Economy and Finance, Morocco

Mr Hamid CHAIBI, Director of General and Administrative  
Affairs, Ministry of Economy and Finance, Morocco

Mr Saade CHAMI, Center coordinator, METAC - IMF

Mr Mounaim CHAOUI, Head of Management Control  
Department, Organization and Management Control Division,  
Ministry of Economy and Finance, Morocco

Mr Dionké DIARRA, Director General of Taxation,  
Ministry of Economy and Finance, Mali

Mr Pablo FERRERI, Director General of Income, General  
Directorate of Taxation, Ministry of Economy and Finance,  
Uruguay

Mr Moumounou GNANKAMBARY, Director General of Treasury  
and Public Accounts, Ministry of Economy and Finance,  
Burkina Faso

Mr Mihai GOGANCEA-VATASOIU, Vice-President, National  
Agency for Fiscal Administration, Romania

Mr Adil HIDANE, Head of Forecast and Planning, Macro  
Economic Division, Ministry of Economy and Finance, Morocco

Mr Fouzi LEKJAA, Director of Budget,  
Ministry of Economy and Finance, Morocco

Mr Henri LOUNDOU, Director General of Public Accounting,  
Ministry of Finance, Budget and Public Treasury, Congo

Ms. Jovana MATIC, Head of European Integration Unit,  
Ministry of Culture, Media and Information Society, Serbia

Ms. Jaroslava MUSILOVA, Director of Communication  
and International Relations, General Directorate of Finances,  
Ministry of Finance, Czech Republic

Mr Abderrahmane RAOUYA, Director General of Taxation,  
Ministry of Finance, Algeria

Mr Hamadou SAMBO, Director General of the Treasury  
and Financial and Monetary Cooperation, Ministry of Finance,  
Cameroon

Mr Filiga Michel SAWADOGO, Director General of Taxation,  
Ministry of Economy and Finance, Burkina Faso

Mr Abdelkrim SETTI, Head of Synthesis and Coordination  
Division, Ministry of Economy and Finance, Morocco

Ms. Mariama SOUMANOU, Director General of Taxation  
and Domains, Ministry of Economy and Finance, Benin

Mr Gazmir SPAHIJA, Director General of Taxation,  
Ministry of Finance, Albania

Mr Abdou TAHIROU, Director of Public Finance  
and Internal Taxation, WAEMU Commission

Mr Khalifa TOUNEKTI, Director General of Competition  
and Economic Surveys, Ministry of Trade and Handicrafts,  
Tunisia

Mr Abdellatif ZAGHNOUN, Director General of Taxation,  
Ministry of Economy and Finance, Morocco

Mr Vitalii ZAKHARCHENKO, Head of the State Tax Service,  
Ukraine

# adetef.

## Atrium

5 place des Vins de France  
75573 Paris Cedex 12  
France

Tél. +33(0)1 53 44 25 35

Fax +33(0)1 53 44 25 31

[adetef-contact@adetef.finances.gouv.fr](mailto:adetef-contact@adetef.finances.gouv.fr)

[www.adetef.fr](http://www.adetef.fr)

